

premier ministre, cet après-midi, a consacré beaucoup de temps à la lecture d'une brochure du parti travailliste. C'est une brochure que j'ai moi-même lue. J'ai noté très soigneusement ce qu'elle renferme. Mais n'oublions pas ceci. S'il est vrai que, les six premiers mois de cette année, le prix de la vie a grimpé dans les Îles britanniques dans une plus forte proportion qu'au Canada au cours de la même période, le point de départ de cette hausse était beaucoup plus bas qu'au Canada.

Le ministre des Finances...

L'hon. M. Abbott: L'indice a moins grimpé, non pas le coût de la vie.

M. Coldwell: Fort bien... "l'indice". Le ministre rentre de Londres...

L'hon. M. Abbott: De Paris.

M. Coldwell: De Paris. Il sait qu'à Londres le pain coûte beaucoup moins cher qu'au Canada.

L'hon. M. Abbott: Quelle est la subvention versée à l'égard du pain?

M. Coldwell: J'en parlerai. Il sait qu'à Londres la viande coûte beaucoup moins cher qu'au Canada.

L'hon. M. Abbott: Seulement, on n'y a pas de viande.

M. Coldwell: Il s'agit de la quantité de viande rationnée. Je sais, évidemment, que cette quantité est petite. Mais les Anglais ne mettent pas les gens à la ration suivant l'importance de leurs moyens. Tout le monde a sa part, même si elle est petite, et à un prix abordable.

On pourrait continuer à parcourir la liste, afin de mentionner le lait ainsi que toutes les autres denrées essentielles dans ce pays-là. Il est vrai qu'ils ont dû laisser tomber quelques-unes de leurs régies. Mais pourquoi? Ils ont dû renoncer à quelques-unes de leurs régies pour la raison que vient de démontrer le ministre des Finances, parce qu'ils avaient dû verser des subventions croissantes à l'égard de ces approvisionnements fondamentaux provenant d'outre-mer. Et pourquoi leur a-t-il fallu payer ces subventions croissantes? Pourquoi ont-ils eu à payer davantage pour leurs approvisionnements provenant d'outre-mer? Parce que des pays comme le Canada et les États-Unis ont laissé libre cours à l'inflation dans ces pays.

L'hon. M. Abbott: Mon honorable ami me permettra-t-il une question? Pour l'intérêt de la chose, croit-il que le cultivateur canadien devrait toucher moins d'argent pour son bacon...

M. Coldwell: Non.

L'hon. M. Abbott: ... parce qu'il l'expédie au Royaume-Uni?

M. Coldwell: Non. Mais, un moment; c'est là une de ces questions insidieuses. (*Exclamations.*) Oh! vous pouvez rire; mais c'est une autre question que m'a posée le ministre, et je lui dirai pourquoi: c'est parce que le coût de production, chez les cultivateurs, a dépassé la valeur de ses recettes depuis que le Gouvernement a laissé tomber les régies. Voilà la réponse à sa question. On peut en trouver la réponse dans un rapport publié par le Bureau de la statistique. Qu'y trouvons-nous? Le rapport révèle que l'indice moyen du coût de la vie au Canada a augmenté d'environ un point pendant le mois d'août; le même rapport indique que le revenu des cultivateurs durant ce mois a diminué de sept points. On constatera que je parle de la justice qui résulterait de l'application de subventions et de régies. Pour ce qui est du producteur primaire, ses bénéfices diminuent en ce moment.

M. Argue: Le prix du bacon a fléchi de \$7 les 100 livres en un mois.

L'hon. M. Abbott: Quel prix l'honorable député aimerait-il maintenir?

M. Coldwell: Je vais répondre à la question. Si le Gouvernement permet de relever le prix de base des autres marchandises, prix que les monopoles continueront de déterminer, il faudrait autoriser les cultivateurs à augmenter leurs prix. C'est inéluctable. Les prix ont continué d'augmenter, au Canada comme en Europe, depuis que le Gouvernement a entrepris de supprimer les régies, laissant libre cours à l'inflation au pays. Il en va de même aux États-Unis. L'augmentation en Europe résulte, dans une grande mesure de l'inflation qui existe en Amérique du Nord.

Le premier ministre a comparé cet après-midi certains prix ayant cours à Washington et à New-York à ceux qu'il faut verser à Ottawa. A ce sujet, j'affirme que, s'il avait établi sa comparaison entre les prix payés pour les mêmes marchandises à Minneapolis et à Winnipeg, la situation aurait été légèrement différente. Mais laissons cela, pour nous reporter à une déclaration faite il y a environ deux semaines par M. Michael DiSalle, directeur de l'Office de stabilisation des prix aux États-Unis. Cet office est chargé d'appliquer la politique de stabilisation des prix du gouvernement fédéral dans ce pays. Voici ce qu'il disait:

Du début de la guerre de Corée au 15 février 1951, l'indice du coût de la vie aux États-Unis a augmenté de 8 p. 100. Cette hausse a coûté 16 milliards de dollars à nos gens.

L'augmentation du 15 février au 15 juin 1951 ne représente que huit dixièmes p. 100, soit moins de deux milliards de dollars.